



La Commune



Chirac et Zapatero : l'union sacrée

l'état espagnol après le référendum

Chirac rend visite à Zapatero, meeting à Barcelone. Une semaine plus tard, c'est le tour de Hollande, remeeting à Madrid. La bourgeoisie et ses serviteurs s'agitent. On est donc bien en pleine campagne pour la constitution européenne " *qui libérera l'Europe du carcan des lois et réglementations caduques* ", lisez code du travail trop rigide, sécurité sociale et école trop généreuses et dispendieuses ... Les compères sont donc venus à la rescousse pour sauver leur peau en péril, Chirac en tête, condamné à rester Président le plus longtemps possible pour éviter d'avoir affaire à la justice française.

Mais, cette fois, grippe feinte ou autres soucis, deux autres compères manquaient au rendez-vous, Schroëder et Berlusconi, pour cause de récession pour le premier et de grèves massives pour le second, laissant Chirac et Zapatero se débrouiller tout seuls. Pour l'amphitryon, tout se résumait à quémander les fonds européens menacés de rétrécir comme peau de chagrin dans un proche avenir pour cause de restructurations territoriales, élargissement de l'Union Européenne à 25. Ces fonds sont providentiels pour la monarchie espagnole, véritable cour des Miracles qui doit une grande partie du prétendu "miracle" économique à la manne de Bruxelles et à l'écrasement du coût du travail imposé au prolétariat.

Mise au pas syndicale

Et pour arracher le oui au référendum, on n'a pas lésiné sur les moyens, puisque les deux syndicats majoritaires, CCOO (Commissions Ouvrières, centrale syndicale dirigée en grande partie par les responsables de l'ex-Parti communiste espagnol rebaptisé Izquierda Unida) et UGT (centrale syndicale dirigée par le PSOE, l'homologue hispanique du PS), ont soutenu comme un seul homme le gouvernement.

Quelques fausses notes se sont fait entendre, vite étouffées pour que tout rentre rapidement dans l'ordre : ainsi le secrétaire local des CCOO à Séville, qui soutenait contre l'avis de sa direction nationale - quelle audace ! - la grève des travailleurs de Telefónica en lutte contre leur licenciement, a été exclu, un exemple parmi tant d'autres. À un autre niveau, dans une lettre au directeur d'*El País*, nous pouvons lire qu'Agustín Moreno, dirigeant du " courant critique " des CCOO, qui représente 30 % du Comité National, dénonce l'ostracisme contre son courant, interdit de vote dans cette instance (sic). Quant à l'UGT, mieux contrôlée par l'appareil du PSOE, le problème ne se pose même pas, personne ne bronche.

Et pourtant, les sujets de grogne ne manquent pas, avec l'application des directives européennes aboutissant à la privatisation de la RENFE (chemins de fer) qui affecte déjà le trafic des marchandises et qui touchera celui des voyageurs dès 2010. Dans ce secteur, les deux directions syndicales estiment que " *ça n'aura aucune conséquence pour les travailleurs* ". Dans les chantiers navals, condamnés à la fermeture par ces mêmes directives, la commission européenne oblige l'État espagnol à rembourser les subventions versées " illégalement " afin de maintenir en vie ces chantiers, derniers fleurons d'une industrie espagnole à l'agonie.

Un oui qui ne pèse que 30 % de l'électorat

Quant à François Hollande, qui, bien que ballotté dans son propre parti, est venu renforcer un Chirac affaibli et par la même occasion la monarchie héritière du franquisme, il a eu beau s'égosiller à Madrid au meeting de fin de campagne référendaire en lançant à un public acquis d'avance que " le ton, la force, le sens " devaient être donnés par l'Espagne, pour l'exemple aux autres pays d'Europe - rien que ça ! - il n'a pas dû tarder à déchanter à la vue des résultats, l'abstention dépassant le chiffre record des dernières élections européennes atteignant plus de 64 %, en comptant les votes blancs et nuls, le non recueillant plus de 17,24 %, dont 33,66 % au Pays Basque et 28,07 % en Catalogne. Autrement dit, le oui ne représente que 30% de l'ensemble de l'électorat espagnol. Un résultat qui sème le désarroi parmi la " classe politique " monarchique corrompue et ses acolytes, parmi les partisans du oui. Un résultat qui sonne aussi comme un avertissement pour le reste de l'Europe et pour la France, où l'on votera au printemps prochain et où les dirigeants de droite, du PS et des Verts sont paniqués à l'idée que le non puisse l'emporter, ce qui est assurément à portée de main. Dans l'État espagnol, la direction à prendre, " *le ton, la force et le sens* ", c'est la construction d'une nouvelle représentation politique pour les travailleurs et les peuples. Mais il est vrai que ce n'est pas là une particularité de la péninsule ibérique.

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol



« L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L'Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »



Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »



Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »



À l'épreuve du pacte P.P - P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »



Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »